



CAP locale de mutations

6 juillet 2011

Déclaration liminaire des élus CGT

Cette CAP se tient le lendemain de la création de la DRFIP de Bretagne et de la DDFIP d'Ille et Vilaine. Quels bénéfices pour les usagers et les agents : un meilleur service public, des effectifs plus nombreux? Ne rêvons pas !

La mise en place de la DGFIP, les suppressions d'effectifs, la priorisation des missions, génèrent de plus en plus de dysfonctionnements, désorganisent les services, ne permettent plus aux agents de remplir leur travail correctement, amènent à des choix de priorités qui ne répondent plus de manière qualitative aux usagers. Le gouvernement persiste et signe dans sa politique de suppression d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

En près de 10 ans, c'est 20 000 emplois supprimés soit 15% des effectifs et c'est la catégorie C qui absorbe à elle seule plus de 60% des postes supprimés. Pour 2012, les suppressions se poursuivront sur le même rythme (2400 ou 2500 est le nombre avancé)

Cette diminution drastique s'est accélérée entre 2006 et 2010. Pour l'illustrer, c'est plus de 1000 trésoreries qui ont été fermées en 10 ans, entraînant la disparition du service public de proximité.

Ces suppressions sont envisagées d'un seul point de vue comptable.

Les économies ne sont pas à la hauteur des prévisions puisque selon un rapport de Mr Gilles Carrez, la masse salariale n'a pas diminué. Où est passé l'argent soit disant économisé ? En tout cas, ce ne sont pas les agents de terrain qui en ont profité ! ! !

Tant pis pour les agents qui subissent les suppressions d'emploi et qui sont confrontés à l'augmentation des charges de travail, aux modifications des organisations et à l'apprentissage de nouveaux outils et nouvelles méthodes. Partout nos collègues se plaignent de ce rythme effréné de réformes mises en place à la va vite. Pas le temps de digérer les modifications des outils et des méthodes, que l'on repart de plus belle sur autre chose!

Pourquoi ne pas prendre le temps de peaufiner Hélios et il y a fort à faire ! Chorus vient à peine de démarrer et voilà qu'on nous parle de dématérialisation des mandats, des titres et des pièces justificatives !

On a vraiment envie de crier : STOP !

On avance à marche forcée sans assurer ses arrières, sans consolider des applications souvent bancales, sans prendre le temps de regarder ce qui va ou ne va pas, sans écouter les agents, qui eux, sont sur le terrain et utilisent ces applications ou ces logiciels. On parle de dématérialisation, de nouvelles technologies de l'information et de la communication et pour notre travail, nous n'avons accès qu'à un nombre restreint de sites sur INTERNET ! Où est la logique ? Où est la confiance accordée aux agents ?

La fusion a entraîné des dysfonctionnements, des difficultés supplémentaires, tant pour les agents que pour les usagers.

Notre parole n'est pas entendue. Nous parlons de collègues non remplacés, de travail que nous voulons bien faire, de service rendu aux usagers. Quant à vous, vous parlez statistiques, ORE, rendement au téléphone ou ailleurs, vous accusez une mauvaise organisation dans les postes, et tentez de combler les vacances d'emplois par un « saupoudrage » avec l'équipe de dépannage ! On nous parle de dialogue social mais personne n'est là pour entendre et prendre en compte les demandes des personnels. La responsabilité est toujours reportée à un autre niveau !

De nombreux signaux émis par les agents devraient pourtant vous alerter et vous interpeller: visites chez les médecins de prévention, demandes de mutation en nombre dans certains services, préférences pour des missions jugées moins dépendantes d'objectifs... Citons comme exemple, le service des pensions où le 28 juin les agents se sont mis majoritairement en grève et vous ont demandé une audience. Les agents, anciens dans le poste ou nouvellement arrivés, n'en peuvent plus, perdent les repères de ce qui faisait l'identité de leur métier ! Ils ne sont pas opérateurs de téléphone à la chaîne mais responsables de dossiers de pensionnés.

Nous parlons intérêt général, service public, respect des agents, des usagers et du travail bien fait, nous parlons sens donné à notre vie professionnelle. Vous, vous parlez suppression, individualisation, culpabilisation, chiffres, performance !

La CGT vous annonce d'ores et déjà que, même si certains collègues obtiennent satisfaction, elle votera contre ce mouvement, trop de services restant avec des postes vacants déclarés ou non.

Mouvements des agents de catégorie C :

11 départs en retraite du 1er juillet 2011 au 1er janvier 2012 :

Nom Prénom	Affectation	Date départ
LEFEUVRE Joseph	TCA	1 ^{er} juillet 2011
MESSINA Nicole	TCA	1 ^{er} juillet 2011
FLAUX Joëlle	TCA	1 ^{er} juillet 2011
LOUIS Christiane	CGSR	1 ^{er} juillet 2011
MARTINE Suzanne	Fougères collectivités	1 ^{er} juillet 2011
CHAUVIRÉ Maryvonne	TCA	1 ^{er} juillet 2011
CHALMEL Christine	TCA	1 ^{er} juillet 2011
TERTRAIS Corinne	DI divers	1 ^{er} juillet 2011
DELAUNAY Claudine	CSP	1 ^{er} juillet 2011
GUILLOUX Danièle	Fougères collectivités	1 ^{er} octobre 2011
TOLLEMER Marie-Thérèse	TCA	1 ^{er} janvier 2012

Mouvements dans la résidence

Nom prénom	Affectation actuelle	Nouvelle affectation
GUEGUEN Maud	CER	TG liaison-rému
LESCOP Ronan	CER	Paierie départementale
NAVELLOU Monique	TG liaison-rému	CSP
PAPAI Nicolas	DI CAII	CHGR (01-01-2012)
VILLALON Régine	CHU	Paierie régionale

Mouvements hors résidence

Nom prénom	Affectation actuelle	Nouvelle affectation
DA SILVA JESUS Joaquim	Plélan	Redon
DESPRÉS Gaëlle	CGS Retraites	Chartres-de-Bretagne
EDET Michèle	Tinténiac	CER
MAREAU Gérard	St Aubin d'Aubigné	TCA

Arrivées dans le département :

Nom prénom	Département origine	Nouvelle affectation
COLSON Nadège	DDFIP 94	CGS Retraites
DELAMARCHE Julie	DDFIP 93	CGS Retraites
DI CICCIO Patricia	DDFIP 22	Dépense
GARNIER Philippe	DDFIP 93	CER
LEGUILLE Catherine	DDFIP 80	Plélan
PACOR Sylvie	DDFIP 44	Liaison-rému.

Votes : administration pour, CFDT et FO abstention, CGT contre.

Mouvements des agents de catégorie B :

19 départs en retraite du 1er juillet au 15 janvier 2012:

Nom Prénom	Affectation	Date départ
GUE Joseph	PIAA	01/07/2011
GUICHARD Jean Louis	SAINT MALO	01/07/2011
BUAN-HERVE Yvonne	TG COMMUNICATION	01/07/2011
ETIENNE Christine	MONFORT	01/07/2011
BOULO Brigitte	PAIERIE REGIONALE	01/07/2011
VENON Roger	TCA	01/08/2011
HOCHET Irène	TCA	01/09/2011
RIGENBACH Claudine	TCA	01/09/2011
BLONDELLE Marie Jeanne	TG DAEE	01/09/2011
MENAGER Eliane	LA GUERCHE	01/10/2011
LEMIEUX Martine	DINARD	01/10/2011
COCAULT Evelyne	TCA	01/10/2011
CHEVAL Maryvonne	REDON	01/10/2011
NICOUL Christiane	TG REC PRODUITS DIVERS	01/11/2011
BERTRAND Marie France	TG PIAA	01/11/2011
DUPONT Yvonne	SAINT AUBIN D'AUBIGNE	01/11/2011
LEBALLEUR Charles	TG DI INDIA	01/01/2012
CHEREL Pierrette	TG RESSOURCES HUMAINES	01/01/2012
EVANO Yolande	TG	15/01/2012

Mouvements dans la résidence

Nom prénom	Affectation actuelle	Nouvelle affectation
ALAUX Françoise	ILLE ET VILAINE AMENDES	TG CER
ARNAUD Jesucita	RENNES MUNICIPALE	TG SCEPL
BLOT Marie Madeleine	CHGR	TG SCEPL (01/01/2012)
BOUTHEMY Françoise	PAIERIE DEPARTEMENTALE	TG REC PRODUITS DIVERS
CHUBERRE Pascale	SIP RENNES OUEST	RENNES MUNICIPALE
ESNAULT Marie Noëlle	TG GESTION PATRIMOINE PRIVE	TG CGS RETRAITES
GUIVARCH Françoise	TG PIAA	ILLE ET VILAINE AMENDES
HIRRET Magalie	TG LIAISON REMU	SIP RENNES SUD
KENZOU Christine	TG SCEPL	TG DAAE
LE VAILLANT Francine	TG CGSR	TG DEPENSES
MERE Bruno	DI EDITIQUE	TG SERVICE COURRIER (01/07)
PERARDOT Florence	TG CQC	TG LIAISON REMU
ROUVRAIS Thérèse	PAIERIE REGIONALE	CGS RETRAITES

Mouvements hors résidence

Nom prénom	Affectation actuelle	Nouvelle affectation
BARBIER Dominique	MONFORT	TCA
BERNARD Marie Thérèse	RBE	SIP RENNES OUEST
BERTHEAS Pascal	BAIN DE BRETAGNE	TG LIAISON REMU
BOUCHET Christine	RENNES MUNICIPALE	REDON
FORTIER Gilles	MAURE-PIPRIAC	RENNES MUNICIPALE
GUENANTEN Laurent	SIP RENNES SUD	TINTENIAC
ROLLAND Thierry	CHARTRES DE BRETAGNE	TG CSP
ROULLE Yannick	CEA	CHATEAUNEUF

Arrivées dans le département :

Nom prénom	Département origine	Nouvelle affectation
CRENN Delphine	DRFIP 75	TG CGS RETRAITES
DELORME Jacqueline	DDFIP 92	TG CGS RETRAITES
DUCHENE Virgile	DRFIP 75	TCA
GRIFFON Gwendal	DRFIP 76	PIPRIAC
JOSSO Stephane	DDFIP 50	BAIN DE BRETAGNE
MARTIN Chrystèle	DRFIP 75	TG CQC
ROBIN Romaric	DDFIP 80	TG LIAISON REMU
SAVIN Marie	DDFIP 92	TG CEA (02/11/2011)
SORIN Cédric	DDFIP 50	SAINT AUBIN D'AUBIGNE
SOULARD Frédéric	DRFIP 76	DINARD
VERET Elisabeth	DRFIP 75	TG LIAISON REMU

Votes : administration pour, CFDT et FO abstention, CGT contre.

Informations données en séance :

DIF (droit individuel à la formation) : en 2011, 56 bénéficiaires, soit 382 heures : 100% préparation concours. La CGT vous rappelle que le DIF devrait permettre l'accès à une formation personnelle et non exclusivement réservé à la préparation d'un concours interne.

Contrôle des arrêts de maladie par la CPAM (expérimentation) : 523 arrêts de maladie enregistrés depuis le 1^{er} janvier 2011 ! 60 courriers ont été envoyés. La direction admet ce que nous avons dénoncé au sujet de la rédaction de ces courriers : inhumains et brutaux ! Dans le cadre d'une réunion avec la préfecture, il sera demandé une rédaction plus humaine. 18 contrôles ont été effectués par les médecins-conseil de la CPAM. Un cas a été contesté, dans des circonstances très étonnantes, voire révoltantes, avec des risques de remboursement de salaires ! La délégation CGT s'est insurgée et a rappelé son opposition à cette expérimentation. Nous nous tenons à la disposition de ce collègue pour le représenter et le défendre.

Recours de note : A ce jour 5 agents C et 2 B ont déposé un recours pour leur notation 2011

La CGT rappelle que le délai de recours est de 2 mois après la validation par l'agent. Nous incitons tous les agents qui s'estiment mal notés à faire appel. La CGT les soutiendra. La CAP devrait se réunir courant septembre.

Pensions : la CGT a interpellé la direction au sujet du mouvement social en cours dans ce service. M. MARIEL a rappelé qu'il avait rencontré la veille le sous-directeur chargé de la gestion publique, le DRFIP de Bordeaux et le

responsable du Service des Retraites de l'État (SRE). Il a annoncé :

- que la direction va adresser un courrier de rappel sur l'organisation des services de Rennes et Bordeaux, précisant que le téléphone ne doit pas empiéter sur la gestion des dossiers ;
- que la prime est refusée ;
- que les 2h de téléphone par jour sont refusées ;
- que les demandes de matériel seront satisfaites (scanners) ;
- qu'il n'y aurait pas de statistiques et donc pas de pression liées aux statistiques (elles sont pourtant affichées dans le couloir du service...);
- qu'un groupe de travail national se réunira la dernière semaine de septembre à Bercy.

Pour nous, c'est totalement insuffisant au regard des revendications exprimées par les agents lors de la grève du 28 juin, suivie très massivement à Rennes et Bordeaux. Nous verrons avec eux les suites qu'ils entendent donner à cette absence de réponse à leurs revendications !

Le Directeur a en outre indiqué qu'il choisissait lors de cette CAP de combler l'ensemble des vacances d'emplois de ce service au détriment d'autres postes (CHU, RBE, CHGR, TINTENIAC...). Il nous a indiqué prendre ses responsabilités. La TCA et le PIAA restent toujours la variable d'ajustement du département.

Sous effectif : comme réponse au manque de personnel dans certains postes, la direction avance l'argument d'une mauvaise organisation interne (les chefs de poste et les agents apprécieront !), et utilise l'équipe de renfort qui, pour nous, reste toutefois une aide ponctuelle qui ne peut se substituer à des emplois pérennes.

De plus, dès que les élus abordent la question des effectifs dans les postes, la Direction se retranche derrière l'ORE.

Vacataires : l'enveloppe a « sensiblement » diminué, et les vacataires sont majoritairement affectés au CER.

Liste d'aptitude de C en B : les 31 agents retenus par la CAP centrale, ont obtenu satisfaction (maintien ou nouvelle affectation).

La Direction nous a indiqué que la prochaine CAP d'examen de liste d'aptitude de C en B pour 2012 aura lieu en octobre 2011 pour une date d'effet au 1^{er} septembre 2012. Cette CAP sera conjointe avec la filière fiscale, ce sera encore, mais pour la dernière fois, une affectation dans le département d'origine.

Suite à une demande des organisations syndicales, la Direction nous a communiqué la pyramide des âges des agents du département :
Catégorie A moyenne 46.79 ans
Catégorie B moyenne 50.33 ans
Catégorie C moyenne 47.30 ans.

La forte proportion d'agents C et B âgés de 50 à 60 ans, ne peut que nous inquiéter pour les effectifs dans les années à venir.

Les représentants CGT à ces CAP

CAP C : Laurence MARCON – Franck NOEL – Hervé COUVERT (expert)

CAP B : Viviane DOUBLET – Martine LEBEHOT – Nelly DETOC – Annie GAULTIER-LEFEUVRE

Nos élus et nos militants sont à votre disposition pour vous conseiller, vous informer et vous défendre. N'hésitez pas à nous contacter. Ne restez pas isolés !

Bulletin d'adhésion CGT finances publiques 35



Nom :

Prénom :

Grade :

Echelon :

Temps partiel :

%

Adresse administrative :

Mail :

Date :

Signature :